

Document

L'actualité de la crise: des tacticiens alors qu'il faudrait des stratèges.

<http://www.pauljorion.com/blog/?p=16708>

06.10.2010

Ce n'est pas vraiment le grand optimisme qui règne, en cette avant-veille d'ouverture de l'assemblée mondiale du FMI à Washington, alors que les ministres des finances du G7 vont vendredi participer à un dîner de travail consacré à la situation sur le marché des changes. A force de prospérer, et de donner des arguments à ceux qui se lassent un peu de ses péripéties à répétition, la crise est en train d'acquiescer une forte dimension monétaire, ce qui en aiguise les contradictions.

Proprement monétaire, elle fait obstacle aux dévaluations compétitives occidentales et érode les exportations de nombreux pays *émergents*. Mais elle soulève surtout de fortes interrogations, qui portent sur les conséquences de la mise en œuvre du second levier disponible pour relancer l'économie : le programme d'achats obligatoires de la Fed qui est dans les tuyaux.

Changement de décor, ce qui était perçu comme une bagarre sino-américaine à propos de la parité yuan-dollar a offert en l'espace de quelques jours un tout autre spectacle. Celui d'un désordre monétaire généralisé affectant toutes les monnaies – des pays *développés* aux pays *émergents* – déclenchant des alarmes en tous sens. Le doigt est discrètement pointé sur le grand responsable, le dollar, qui continue inexorablement à se déprécier, entraînant l'appréciation automatique des autres devises.

Dans ces conditions, si la Fed se lance dans une nouvelle opération de grande envergure d'achats obligatoires – on parle d'un millier de milliards de dollars, étalés dans le temps – quelles en seraient les conséquences au plan monétaire ? Destinée à relancer l'économie américaine, à quoi risquerait-elle d'aboutir dans la pratique ? A la réalisation d'un scénario à la japonaise, dans lequel le secteur bancaire conserverait par-devers soi les liquidités, ou à celle d'exportations imprévues, de capitaux et non pas de biens et de services vers les pays *émergents* ? Ce qui déstabiliserait encore plus leur économie après avoir contribué à l'appréciation de leur monnaie.

La seconde hypothèse n'est pas la moins certaine. Car elle serait la suite logique de ce qui a été déjà entrepris à large échelle. A la recherche de rendements qu'ils ne trouvent plus dans le monde occidental, en raison des bas taux d'intérêt, les capitaux se dirigent vers des cieux plus accueillants. Ils inondent les pays *émergents* et perturbent le fonctionnement de leur économie. Basée sur l'exportation – qui subit déjà le contrecoup de la croissance anémique occidentale – celle-ci doit également encaisser les effets de la valorisation de la devise nationale par rapport à celles de leurs clients.

Les mille milliards de dollars d'acquisition de bons du Trésor de la Fed – dont il a été calculé qu'ils feraient grossir son bilan déjà hypertrophié de 40% – permettraient dans un premier temps de financer l'équivalent de ce que l'Etat américain aurait à chercher l'année prochaine sur les marchés pour faire face à son déficit et au roulement de sa dette. Et ferait encore baisser les taux. Cela permettrait de gagner du temps sur le front de la réduction de la dette, mais après ?

Mais il y a un second effet prévisible à cet afflux financier, une nouvelle dépréciation du dollar en résulterait inévitablement, accélérant le mécanisme de transfert financier en direction des pays *émergents*. Joseph Stiglitz vient de lancer à ce sujet un appel, expliquant que les flots de liquidités déversées par la Fed et la BCE menaient le monde droit au chaos en générant une grande instabilité sur le marché monétaire.

Sous leurs différents aspects, les crises se rejoignent à l'infini, comme les parallèles. A ceci près que l'infini est désormais en vue.

Ainsi, la Fed est prise en tenaille entre la nécessité de relancer l'économie, et d'utiliser à cette fin la seule arme dont elle dispose encore, la création monétaire. Mais elle va accroître les désordres monétaires et la nécessité d'une réforme d'ensemble du système monétaire international, avec à la clé la fin de la prééminence du dollar. Ce qui rendra insupportable la dette américaine et impliquera à terme une réduction drastique du déficit.

Le scénario est tout tracé et le film n'est pas interactif. Seule sa durée est une inconnue.

Ce n'est pas pour une autre raison que Barack Obama vient de déclarer que « la situation fiscale est intenable », ce qu'il ne peut pas venir de découvrir, et que Ben Bernanke, président de la Fed, a renouvelé ses appels à ce que soient prises « des décisions très difficiles » imposant des « sacrifices », qu'il avait depuis plusieurs mois cessé de lancer. Les annoncer n'est pas les prendre, un esprit observateur pointait dernièrement que chaque membre du Congrès membre de la commission chargée d'étudier les coupes budgétaires à réaliser avait dans sa circonscription des intérêts contraires à défendre. Elles sont donc étudiées pour plus tard, dans un ou deux ans est-il dit, quand le temps sera plus clément, mais le sera-t-il vraiment ?

Ces derniers mois, la crise a donné l'impression d'une partie de ping-pong ou de tennis. La balle passait vite d'un camp à l'autre, des Etats-Unis à l'Europe, tandis que le Japon restait en réserve. Avec la montée en puissance du désordre monétaire, la crise se globalise à nouveau. A court terme, les réponses qui y sont apportées partent dans des sens opposés. Les Américains et les Japonais – ces derniers viennent hier de le décider – s'engagent dans une tentative de relance reposant sur la création monétaire par les banques centrales, les Européens accordent la priorité à la réduction des déficits. Les bonnes âmes qui ne sont pas aux commandes – FMI et même OCDE – conseillent de pratiquer les deux en même temps, avec doigté et discernement disent-ils. « La croissance économique [mondiale] est toujours modeste » vient de déclarer un haut responsable du Trésor US ayant requis l'anonymat, ajoutant « notre priorité première doit être de renforcer la reprise ». Qu'en pensent Jean-Claude Trichet et la BCE ?

Cette cacophonie n'est pas seulement inefficace, elle n'est pas tenable à terme.

Au plan monétaire, il n'y a pas davantage de solution en vue. Tous s'y mettent, Dominique Strauss Kahn, Wen Jiabao, l'Institute of International Finance (les mégabanes), Robert Zoellick (la Banque Mondiale), mais aucun n'est en mesure de tracer un plan de route clair, une fois fait le constat que cela ne peut plus durer ainsi. Car il faut à la fois faire quelque chose pour calmer le jeu et ne pas le découvrir, car ce n'est pas mûr.

A l'occasion des sommets qui se déroulent à Bruxelles, Jean-Claude Juncker (Eurogroup), Jean-Claude Trichet (BCE), et Olli Rehn (Commission), ont des plus fermement invité Wen Jiabao à effectuer une appréciation « significative » du yuan. Christine Lagarde vient de proposer que le prochain G20 inscrive ce point à son ordre du jour, où les débats s'annoncent tendus. S'en tenir à ce seul étroit aspect du dossier monétaire, c'est cependant regarder par le petit bout de la lorgnette, mais il est commode de dénoncer la sous-évaluation du yuan pour ne pas évoquer la dépréciation du dollar.

Les Français tentent de faire valoir la nécessité de « mettre en place des filets de sécurité, un système d'assurance dont le FMI serait le responsable et le gestionnaire », selon une source non identifiée citée par l'AFP. Une approche globale qu'il va être difficile de faire partager et avancer. A l'évocation d'éventuels « filets de sécurité », les Allemands viennent sans attendre de faire savoir qu'ils n'étaient pas d'accord.

José Vinals, le directeur des marchés monétaires et de capitaux du FMI, a affirmé hier que le monde a besoin de voir les taux de change bouger, afin d'équilibrer l'économie mondiale. « L'important c'est que les marchés ne connaissent pas d'épisodes de volatilité excessive ou de turbulences », a-t-il poursuivi, affectant la sérénité par rapport aux événements monétaires en cours. Mais il a reconnu que les taux de change devaient « être conformes aux fondamentaux », ce qui signifie qu'ils ne sont pas. Comment les y faire redevenir dans un système à taux flottant qui devrait y aboutir par lui-même ? Les Chinois sont-ils les seuls visés par ce rééquilibrage ? Un yen tiré vers le haut par le marché est-il en phase avec les fondamentaux ? Autant de questions et pas de réponses.

Pas plus que le Japon et même l'Europe, les pays *émergents* n'ont les moyens d'efficacité contre la dépréciation du dollar. La Bank of Japan vient de faire baisser le yen, mais il a ensuite remonté. Le Brésil

vient tout juste d'accroître la taxation des capitaux étrangers investissant sur les obligations d'Etat, dans le cadre d'opérations de *carry trade*, mais la mesure peut être aisément contournée, les capitaux entrant sous un autre prétexte avant de revenir à leur vocation initiale et masquée.

De nouveaux accords du Plaza, qui avaient à l'époque avalisé celle-ci, ne sont davantage envisageables. Un nouveau pacte monétaire est certes indispensable, mais lequel ? Les conditions pour y parvenir ne sont pas aujourd'hui réunies, le seront-elles un jour ? Les Américains conservent un droit de veto qu'ils n'abandonneront que forcés et contraints; leur crise spécifique continue d'alimenter la crise globale et même de l'étendre aux pays *émergents*.

L'Institute of International Finance (IIF) a bien une solution, qu'il vient d'exposer dans une lettre adressée aux participants de l'assemblée annuelle du FMI. De nouveaux accords sont nécessaires, préconise-t-il, mais ils doivent être plus sophistiqués que les précédents, les accords du Plaza signés il y a 25 ans. Ils doivent inclure de fermes engagements à réaliser à moyen terme des mesures fiscales aux Etats-Unis, ainsi qu'une réforme structurelle en Europe.

L'IFF présente un paquet cadeau combinant crise monétaire et de la dette publique, moins intéressé à résolution de la première – qui lui permet de réaliser de très profitables opérations bien que pouvant être à terme mauvaise pour les affaires – mais très motivé par l'autre volet, qu'elle met en avant. Avec pour objectif la réduction des besoins de financement des Etats. Rien de bien nouveau, en vérité, sauf que cette pression accrue des mégabanes intervient au moment où des grandes décisions devraient être prises. Et ne le seront probablement pas.

De quel côté le monde occidental va-t-il finalement basculer ? Du côté de la relance, en faisant agir les banques centrales, ou de celui de la récession, en mettant l'arme au pied et en privilégiant la lutte contre les déficits budgétaires ? Il est prévisible qu'aucun choix tranché ne sera fait dans l'immédiat, car comment pourrait-il en être autrement ?

De toute façon, la relance n'est pas à l'arrivée l'hypothèse la plus crédible, sauf à croire encore dans la vertu de la planche à billet dans un contexte où elle est inopérante. Mais les Américains, qui continuent de détenir la clé de la principale serrure, peuvent-ils se résoudre à l'admettre ? C'est pour eux aussi inconcevable que d'accepter une réforme d'ensemble du système monétaire international. Les conditions sont donc réunies pour qu'ils continuent d'alimenter la crise et que celle-ci s'approfondisse.

Post-scriptum: *Combien de fois le mot crise aura-t-il donc été écrit au fil des mois et maintenant des années ?*

Complément : réactions d'internautes

1- Quand 80% des transactions sur les devises sont liées aux mouvements de capitaux et 20% aux échanges de biens et services, il faut pas s'étonner que les parités monétaires s'éloignent sensiblement et durablement de la parité qui permettrait une meilleure prise en compte de la compétitivité relative des pays et un rééquilibrage des balances commerciales. Est-ce qu'à l'image d'un Lietaer qui justifie la création de monnaies régionales au motif qu'une seule monnaie nationale ne peut cumuler et remplir toutes les fonctions qu'on demande à une monnaie, on pourrait pas penser à une nouvelle architecture monétaire avec une monnaie internationale en charge des flux de capitaux, et des monnaies nationales réservées aux seules transactions de biens et services ? Est-ce que l'Europe ne pourrait pas être un laboratoire d'essai par la réintroduction des monnaies nationales à coté de l'Euro ?

2- Le moment de l'histoire va finir par s'appeler à la recherche de la monnaie perdue. En attendant l'or monte en dollar, un peu plus chaque jour.

Nous avons des tas de choses à vendre et des gens sans sous pour les acheter ou au chômage

Nous allons avoir des tas de ligne en monnaie qui ne valent plus rien

Quand à la position de l'Allemagne, au lieu de jouer la solidarité européenne et la création d'une Europe politique et sociale, elle ne joue que la dévaluation de son mark à travers l'euro. En restant sur ses acquis et sur ses bases, sur son égoïsme, sans s'en rendre compte elle est entraînée de scier la branche sur laquelle elle est assise.

Vers quoi tendons nous ? soit par la planche à billet en Europe qui ne résoudra rien si en même temps on ne change pas la politique néo libérale en place, soit par l'achat par la Chine de l'Europe à travers ses actifs ou ses dettes comme elle le fit avec les USA, financement chinois pour permettre au consommateur européen d'acheter chinois, sauf qu'ici nous n'avons pas le système de financement de la conso qu'avait les citoyens US et qu'il n'est plus d'actualité de l'avoir.

Donc là aussi, c'est du court terme ce que fait la Chine, les clients pour écouler ses emplois comme ses stocks ne seront pas au rendez-vous bien longtemps à ce régime là.

Donc à part une explosion à plus ou moins court ou moyen terme du système monétaire, je ne vois pas vers quoi on va.

Il n'y a pas d'issue sans grand KRACK.

3- Tenter de réguler les dérives qu'occasionnent les mouvements de capitaux par des taxes, des restrictions et autres mesures à l'avenant, ne fonctionnera jamais. On se rappellera lors de la crise monétaire des années 70 qui mit un terme au système de Bretton Woods (parités fixes) que les spéculateurs de l'époque achetaient à tout va du franc suisse. Les autorités monétaires suisses ont alors imposé un taux de rémunération négatif ! Quiconque plaçait son argent en Suisse devait payer des intérêts !

La mesure n'a eu qu'un effet dérisoire. Les spéculateurs ne déposaient plus leur fonds sur des dépôts mais achetaient directement de l'immobilier en Suisse. Et le franc suisse de continuer de grimper.

Si on veut réduire les effets néfastes de l'activité du marché des changes, il faut en revenir au marché régulé par une autorité idoine, revenir au système du fixing (abolir par conséquent les cotations en continu où les cours se font à la tête du client) et, le cas échéant, instaurer un marché des changes multiples. La Belgique avait rencontré pas mal de succès avec son double marché des changes : le réglementé par où passaient toutes les opérations à caractère commercial (sauf le diamant, on se demande pourquoi ;o), tout le reste étant réglé sur le marché libre où l'autorité (la banque centrale à l'époque) n'intervenait pas. Lors de tensions, la décote entre le cours réglementé et le libre dépassait à certaines occasions 15% ! Mais c'étaient les spéculateurs qui trinquaient, pas les réguliers.

Pourquoi ne pas revenir à ce qui fonctionnait avant convenablement ? Pourquoi conserver la méthode anglo-saxonne pour la formation des prix quand on constate qu'elle attise la spéculation et les dérives ? Est-ce donc si difficile de trancher ? A quoi servent tous ces doctes économistes et autres sages dans ces institutions de régulation, de supervision et de réflexion si c'est pour débiter des âneries à longueur de journée ? Sont-ils donc incompetents ? Ou soumis au lobby bancaire omnipotent ? Où sont les politiciens dignes de ce nom, fichtre ? Faut-il vraiment que le monde s'écroule, qu'une guerre efface tout pour recommencer à zéro ? L'intransigeance sévit partout mais ne mène nulle part.

Et dire que cette crise n'aurait jamais dû exister si on avait pris les mesures appropriées dès le départ !

4- Déflation ou Inflation ?

Inutile de choisir, on aura les deux, ensemble. Inflation pour les produits courants, ceux que tout le monde achète parce qu'on ne peut pas faire autrement, dont une petite partie sera due à l'augmentation de la fiscalité, et une déflation importante pour les « gros objets », comme les maisons, voitures etc. Le tout faisant croire qu'il n'y a ni l'un ni l'autre.

D'ailleurs, si on observe le prix moyen du panier de supermarché depuis 3 ans et celui de l'immo ou des voitures, on y est déjà. Mais ne le dites pas, ça inquiéterait.

Les anglais montrent la voie à l'UE pour la fiscalité : augmentation de la TVA, taxe injuste puisqu'elle touche beaucoup ceux qui achètent pour manger et très peu ceux qui spéculent. L'inverse d'une répartition rationnelle des revenus, ce qui démontre une continuité certaine, comme on peut s'y attendre.

5- « Si la racine du mal est la distribution inégale de la richesse, il faut donc y remédier. La fiscalité, notamment, est un outil adapté à cette fin. Il y en a d'autres. »

C'est effectivement une crise de suraccumulation, comme le capitalisme en produit régulièrement. Plus grave car retardée en amplifiée par le développement de la financiarisation.

Quant à faire baisser le taux de profit, par rétablissement du taux d'imposition du capital d'il y a 30 ans, ou par augmentation des salaires, les gouvernements aux ordres du capital (en alternance gauche-droite) ne le feront pas, car dans la concurrence accrue, c'est faire fuir le capital.

Mais François à raison. Il y a une autre solution: gérer l'économie au service des besoins durables de tous, pas de l'accumulation privée sans limite.

L'homme est bien sorti de l'âge de pierre, ou du féodalisme, il peut, si il veut survivre, sortir de la préhistoire de l'histoire moderne, le capitalisme. (Cela sent le marxiste par là –Note du site)

6- Comme tout économiste, je me permets de commenter à mon tour : je crois que vous parlez de croissance en termes nominaux, comme le ferait tout bon keynésien, et par là je veux dire que l'hypothèse d'inflation basse affectant négativement l'emploi passe par l'idée que la courbe de Phillips existe bien, ce qui reste à prouver (les observations empiriques de la relation de Phillips ne sont pas très convaincantes à ce niveau-là). Si on laisse l'emploi de côté, les années 70 sont la preuve qu'une inflation trop élevée finit par ancrer des « inflation expectations » trop élevées, ce qui nuit à la croissance à tous les niveaux (investissement, consommation, commerce extérieur, etc...) et produit à terme de la stagflation.

Sur la cible d'inflation basse, l'objectif étant d'avoir une inflation quasi-neutre en évitant le risque de déflation, la barre des 2% semble toujours relativement judicieuse, en plus d'avoir prouvé sa vertu stabilisatrice. Une cible d'inflation plus élevée, quelle qu'elle soit (comme les 4% suggérés par Blanchard), risquerait d'entraîner un changement dans ces « inflation expectations », c'est en tout cas ce qu'ont laissé entendre les principaux banquiers centraux. Il s'agissait peut-être d'un choix politique au début des années 80, mais le « discours » que vous condamnez n'est plus du ressort des politiques. Si vous suggérez changer cela, vous remettez en question la sacro-sainte indépendance des banques centrales. Et après, c'est Kirchner et compagnie...

7- Oui mais quels partis politiques français, formant un gouvernement nouveau, osera user de l'outil fiscal, partant du principe, que tous sans exception font partie intégrante du système ?

Un gouvernement révolutionnaire qui sortira de la Grève Générale qui vient. Plus précisément les partis politiques qui soutiendront cette insurrection. ils risquent de ne pas être légion !

Mais admettons qu'il y en ait. Comment faire payer l'impôt à la bourgeoisie et aux grandes entreprises du CAC 40, partant du principe que leur premier réflexe lorsque cela va sentir le roussi, ça sent déjà un peu, sera de sortir leurs capitaux du pays et se cacher dans les paradis fiscaux ?

Il n'y aura hélas pas 36 manières. Il faudra bien leur faire un gros chantage, attenter à la propriété privée, et les menacer de tout leur prendre à l'intérieur du pays: usines, terres, immeubles, propriétés, tableaux etc., s'ils ne veulent pas payer l'impôt.

Maintenant la question politique, la seule, c'est qu'il n'y a pas en France (et ailleurs) l'embryon même d'un Parti Ouvrier révolutionnaire. (Un camarade d'une autre formation politique – Note du site)

8- Si les Etats-Unis insistent tellement sur leur plan prochain d'émission d'obligations publiques directement rachetées par la Fed, c'est que le Trésor étatsunien se voit en cessation de paiement virtuelle lors des prochains roulements de sa dette. La mécanique du *quantitative easing* est maintenant bien assimilée par les marchés. Les mégabanques ont recalibré leurs modèles d'anticipation économique et financière sur leurs

observations de 2009 et 2010. Quel que soit le montant des prochaines émissions obligataires du Trésor US, l'objectif actuel est de formater le marché pour les absorber. Le formatage se fait par les modèles de prévision des mégabanes ajustés à la politique monétaire de la Fed.

Les émissions d'obligations publiques étatsuniennes maintiennent, ou accroissent selon les montants émis, la liquidité du marché obligataire. Les taux d'intérêt en dollar sont maintenus artificiellement bas pour faciliter l'investissement et la consommation à crédit sur le marché domestique étatsunien. La parité du dollar se dévalue par rapport à toutes les autres monnaies. Tous les opérateurs financiers internationaux pompent immédiatement la liquidité nouvelle en dollar dans des opérations de carry trade.

Ils empruntent le dollar, le vendent sur le marché des changes, rachètent les autres devises. Ils se replacent en euro pour bénéficier de taux d'intérêt plus élevés et de la réévaluation de l'euro qu'impliquent les politiques de restriction budgétaire. Ou bien ils se replacent dans les monnaies des émergents qui ne contrôlent pas suffisamment leur marché des changes comme le Brésil. Les Chinois se préservent en interdisant la détention de yuan par les étrangers mais ne peuvent pas empêcher les investissements dans les sociétés multinationales déjà installées en Chine.

L'annonce des plans d'émission obligataire du Trésor US suffit à préparer le terrain de n'importe quelle décision finale. Les banques étatsuniennes directement refinancées par la Fed anticipent la baisse du dollar et le vendent à découvert. Les banques non domiciliées aux États-Unis non refinancées par la Fed achètent les positions vendeuses en dollar et se couvrent en prêtant des dollars à des investisseurs en actifs étrangers. Le Trésor US espère que cette mécanique fasse suffisamment baisser le dollar pour redonner de la compétitivité à l'économie domestique et résoudre le Trésor US.

Le problème que les États-Unis font semblant d'ignorer dans leur fuite en avant est que leur économie domestique est complètement asphyxiée par l'accumulation de créances toxiques qui de toute évidence ne seront jamais remboursées. Les opérateurs domestiques étatsuniens sont illiquides et le savent. Pour cette raison, toute production nette de liquidité aux États-Unis file s'investir hors des États-Unis pour échapper au trou noir financier du dollar. Les États-Unis gagnent un peu de temps sur les délais que les non-étatsuniens mettent à calculer les effets de la politique fiscale et monétaire étatsunienne.

Les émissions monétaires en dollar réévaluent les autres monnaies ou créent des exportations d'inflation. Pour contenir la réévaluation du yuan, la Chine produit en masse de la liquidité domestique qui ne trouve plus à s'investir dans des placements rentables. Les bilans des banques chinoises se gonflent inexorablement alors qu'elles n'ont pas de fonds propres pour garantir les dettes qu'elles ont sur les déposants chinois. La situation est explosive et peut déboucher sur une panique quand les épargnants chinois se rendront compte de la réalité.

Dans les autres pays qui veulent contenir leur inflation, comme l'Europe, il faut accepter la réévaluation contre le dollar. La conséquence est une détérioration de la compétitivité domestique du travail et du capital. Les anticipations de croissance se détériorent et les investissements se tarissent. L'instabilité monétaire internationale qu'implique la surliquidité en dollar dirige tout le potentiel de plus-value de la croissance mondiale vers les mégabanes qui vendent des couvertures de change de plus en plus cher.

Les États-Unis jouent la guerre monétaire. Ils cherchent à créer le plus grand chaos possible entre les intérêts nominalement divergents de la communauté internationale. Ils croient pouvoir aborder le nouveau Bretton Woods dans la position de force la plus solide possible. Diviser pour régner quand on est pas assez fort tout seul. Malheureusement le chaos monétaire crée le chaos réel. Les sociétés se détruisent avec la perte de la faculté de compter la valeur. Il est temps que les Européens se ressaisissent de leur longue expérience de la construction de sociétés démocratiques. Les États-Unis partent en vrille à cause de la pusillanimité de leurs parents européens.

9- « Les Chinois se préservent en interdisant la détention de yuan par les étrangers mais ne peuvent pas empêcher les investissements dans les sociétés multinationales déjà installées en Chine. »

Voilà une affirmation qui ne tient pas debout. Les Chinois peuvent changer leurs lois quand ils le souhaitent et ne s'en privent pas. Aussi longtemps que cela ne les importent pas, ils laisseront faire.

« Les opérateurs domestiques étatsuniens sont illiquides et le savent. Pour cette raison, toute production nette de liquidité aux Etats-Unis file s'investir hors des Etats-Unis pour échapper au trou noir financier du dollar. »

Cette affirmation n'est nullement corroborée par les statistiques de la balance des paiements. La balance des capitaux des États-Unis reste proche de zéro depuis longtemps. S'il y avait cette fuite énoncée ci-dessus, elle aurait dû être négative. Il entre donc autant d'argent qu'il n'en sort du pays.

« Dans les autres pays qui veulent contenir leur inflation, comme l'Europe, il faut accepter la réévaluation contre le dollar. La conséquence est une détérioration de la compétitivité domestique du travail et du capital. »

Pas nécessairement, si les pays doivent importer leur matières premières qui restent libellées en dollars et s'ils produisent des biens manufacturés non disponibles ailleurs.

10- « Voilà une affirmation qui ne tient pas debout. Les Chinois peuvent changer leurs lois quand ils le souhaitent et ne s'en privent pas. Aussi longtemps que cela ne les importent pas, ils laisseront faire. » Changer les lois ne fait effectivement pas problème en Chine. L'enjeu est de les faire respecter et de consolider la confiance. Les entreprises exportatrices installées en Chine accumulent de la trésorerie qu'elles doivent réinvestir en prenant des risques importants sur les recrutements de main d'oeuvre, les achats de matières premières, la concurrence avec les entreprises locales les relations avec les autorités...

« Les opérateurs domestiques étatsuniens sont illiquides et le savent. Pour cette raison, toute production nette de liquidité aux Etats-Unis file s'investir hors des Etats-Unis pour échapper au trou noir financier du dollar. » Cette affirmation n'est nullement corroborée par les statistiques de la balance des paiements. La balance des capitaux des États-Unis reste proche de zéro depuis longtemps. S'il y avait cette fuite énoncée ci-dessus, elle aurait dû être négative. Il entre donc autant d'argent qu'il n'en sort du pays. La balance des paiements des Etats-Unis est par construction équilibrée comme le bilan d'une banque centrale. Un déséquilibre de la balance des paiements US ne peut s'identifier qu'en départageant les dépôts en dollar détenus par des Étatsuniens et les étrangers dans le monde entier et en calculant l'évolution dans le temps. Ce travail est quasiment impossible compte tenu de l'hétérogénéité des comptes bancaires internationaux.

« Dans les autres pays qui veulent contenir leur inflation, comme l'Europe, il faut accepter la réévaluation contre le dollar. La conséquence est une détérioration de la compétitivité domestique du travail et du capital. » Pas nécessairement, si les pays doivent importer leur matières premières qui restent libellées en dollars et s'ils produisent des biens manufacturés non disponibles ailleurs.

Ce raisonnement s'applique bien à l'Allemagne grâce à l'euro plombé par les autres pays mais pas au Japon ni à la Suisse.

11- Tout le monde sait qu'il y aura un crash du dollar et de l'économie mondiale. Personne ne peut l'empêcher, tout le monde (politique) veut gagner du temps et faire semblant de rien parce qu'ils n'ont en réalité aucun pouvoir, même les moyens États comme la France n'en ont aucun, coincés entre l'Allemagne, les USA et la Chine.

Quand bien même les chefs de ces 3 états décideraient une réforme de fond, ils ne décideraient pas en fonction de considération concernant l'intérêt de l'ensemble du monde mais dans dans le leur propre, national et personnel.

Le principe n'est pas différent entre la formation du prix d'un poisson au marché et les plus grandes décisions politico-économiques : c'est un rapport de force, le + fort impose ses conditions donc son prix.

Personne ne fera rien avant le crash, parce que les + forts, ceux qui sont aux commandes, sont les possédants et ils ne veulent rien perdre. Ceux qui ont tout à gagner ont peur et ne veulent pas l'aventure, ils ne feront rien pendant, et personne ne le fera pour eux. Et personne ne fera rien après parce que ce sera trop tard.

Faudrait pas croire que parce que les chinois ont acheté le Pirée ils vont sauver le monde, quand le crash se produira ils auront leur part, une grosse, ils vont se prendre une grande claque démocratique et mettront des années à s'en remettre, façon Japon depuis 1990. Les USA n'auront plus les moyens de faire grand-chose à part agiter de l'air, ni l'Europe, si par hasard elle avait une volonté commune et qui soit la sienne propre, ce serait bien la première fois.

12- 1) Soit une guerre économique en défaveur du sud qui débouche sur une guerre nord – sud avec armes et bagages lors d'une collaboration internationale jamais vue pour s'accaparer les terrains nouvellement en friches, les matières premières et construire une gigantesque forterresse au nord débordante de gardiens de l'ordre ainsi qu'une misère mondiale jamais vue.

2) Soit une guerre de classes (pacifique comme je l'espère) bloquant un maximum de pays afin de reprendre les commandes, refaçonner l'économie, plafonner tous les revenus, redistribuer intelligemment les ressources lors d'une collaboration internationale jamais vue.

3) Soit une crise qui s'éternise et s'amplifie lors d'une collaboration internationale jamais vue jusqu'à l'arrivée d'une ou plusieurs catastrophes naturelles (!) de grandes ampleurs, dévastant de nombreux pays (de quelle région de l'hémisphère ?). La suite voir 1) ou 2).

Du jamais vu quoi !

P.S.°: soit un acharnement tel de la propagande et de nouvelles lois, lors d'une collaboration internationale jamais vue, qu'une majorité des peuples, sans le sous, se met à contracter assez de crédit à 100 000 euros/dollars/etc., pour faire perdurer ce système à chier. M'enfin !